

## POSTFACE <sup>1</sup>

Djamel Belaid nous propose un ouvrage de partage de connaissances sur l'agriculture algérienne contemporaine à travers une double approche : la rigueur des chiffres et l'éclairage des acteurs. Il s'agit d'une analyse d'autant plus utile à la compréhension et à l'aide à la décision qu'elle fait appel au concept de système alimentaire. Ce concept, forgé dans les années 1990 par le professeur Louis Malassis, permet de bien identifier l'interdépendance entre agriculture, au cœur du système, et ses partenaires en amont (agrofourriture) et en aval (transformation des matières premières agricoles par l'artisanat et l'industrie agroalimentaire, canaux de distribution des produits et consommation et leurs institutions publiques et privées), ce qui conduit à considérer « *qu'il n'y a pas d'explication agricole au développement de l'agriculture* » selon son expression.

Le constat statistique, confirmé par le narratif d'une trentaine de responsables politiques, de chefs d'entreprise et de chercheurs est édifiant : l'Algérie parvient aujourd'hui à nourrir ses 43 millions d'habitants au prix élevé d'une forte dépendance externe (70 % des calories alimentaires consommées sont importées) et de problèmes à la fois quantitatifs (inégalités entre citoyens) et qualitatifs (maladies chroniques d'origine alimentaire). On peut donc bien parler d'une situation d'insécurité alimentaire, d'où le constat de Nicolas Baverez, repris par Djamel Boualid « *l'Algérie en sursis* ». En effet, la chute du prix du pétrole dans la décennie 2010, rend de plus en plus difficile le paiement d'une lourde facture alimentaire sur les marchés internationaux (plus de 8 milliards US\$ en 2019) et les multiples réformes pour améliorer les performances du système alimentaire en Algérie peinent à produire des effets.

Ce diagnostic lucide est bien argumenté par l'auteur qui mobilise de solides travaux d'universitaires algériens (notamment ceux de Slimane Bedrani, Abdelhamid Bencharif, Omar Bessaoud, Claudine Chaulet, Foued Chehat, et des enseignants et étudiants de l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier) : démographie galopante et population concentrée sur le littoral, handicap des conditions géo et agro-climatiques, séquelles de la colonisation puis de la période de collectivisation des terres (grands domaines autogérés) sur le statut du foncier, déficit de la chaîne des savoirs (R&D, formation scientifique et professionnelle), incomplétude de l'organisation des filières, défaillances de marché et des politiques publiques.

Sagement, Djamel Belaid ne cède pas aux sirènes des théories de l'effondrement et des collapsologues. À travers ses portraits emblématiques qui charpentent les 9 parties de son ouvrage, il transmet un message d'optimisme. Ainsi, pour prendre quelques exemples, Abdellatif Benhamadi et Mohamed Atouat, agriculteurs dans le Constantinois, qui, grâce à la technique du semis direct, obtiennent sur leurs terres des rendements supérieurs de 40% à ceux de l'agriculture « conventionnelle ». Par la mise en valeur des vastes steppes algériennes, ce procédé permettrait de tripler la production nationale de

---

<sup>1</sup> Pages 243-246

céréales, sous réserve d'un environnement institutionnel favorable. Alid Zerrad implante près de Batna, en pays Chaoui, des oliviers andalous dont la production d'huile par arbre est 3 fois supérieure à celle des variétés traditionnelles. Rachid Ibersiene invente en Kabylie un fromage, le « Vacherin de Tamassit ». Dans l'industrie agroalimentaire, on remarque les initiateurs de la privatisation d'un secteur totalement administré par l'État jusqu'à la fin des années 1980 : Issad Rebrab crée la société Cevital qui développe une filière sucrière à Annaba ; Abdelkader Tayeb Ezzraïmi fonde la Semoulerie Industrielle de la Mitidja (SIM) à l'Ouest et Amor Benamor, démarre le groupe éponyme de production de couscous et de pâtes à l'Est ; Rachid Hammamouche, promoteur des Grands crus de l'Ouest (GCO) lance des vins primés dans les concours internationaux ; l'entreprise d'Abdelhak Boublenza, implantée à Tlemcen, devient en quelques années 2<sup>e</sup> exportateur mondial de poudre de caroube. Ces pionniers et des centaines d'autres sont l'avenir d'un système alimentaire qui devra profondément évoluer dans les années à venir pour relever le redoutable défi d'assurer une sécurité alimentaire durable et équitable pour tous ses citoyens dans un contexte de crise polysémique à caractère social (dont le mouvement Hirak est le révélateur), sanitaire (maladies chroniques d'origine alimentaire, choc de la pandémie covid-19 et des zoonoses), économique (déficit budgétaire et envolée de la dette) et environnemental (dégradation des ressources en terres et en eau, changement climatique).

Face à cette crise de très grande ampleur, dont la perception par la société civile et certains membres de la communauté scientifique, remonte au premier choc pétrolier, voilà bientôt un demi-siècle (Rapport Meadows, 1973) - mais très peu par les dirigeants politiques de la plupart des pays du monde jusqu'à une période récente -, le coronavirus a semble-t-il accéléré la prise de conscience de la nécessité d'accélérer la transition socio-écologique. L'objectif de cette indispensable transition est condensé dans le triptyque de nature systémique « Une seule santé » qui concerne à la fois les humains, les animaux et la planète. Ce concept fait l'objet, depuis 2011 d'un consensus international croissant. Pour le système alimentaire, il s'agit de tourner la page d'un modèle agroindustriel intensif, spécialisé, concentré et financiarisé et de passer à un modèle fondé sur 4 principes : 1) qualité totale des produits (nutritionnelle, culturelle et organoleptique) ; 2) autonomie territoriale dans le cadre d'une souveraineté alimentaire, 3) triple proximité (au sein de l'agroécologie, entre biomasse et industries de transformation, entre producteurs et consommateurs) ; 4) solidarité entre acteurs des filières agroalimentaires, entre territoires et entre pays. Ce modèle est qualifié de « système alimentaire territorialisé » (SAT)<sup>2</sup>. Pour les pays du Sud, qui se situent encore dans une configuration majoritairement traditionnelle de leur système alimentaire, la question du passage par l'étape agroindustrielle suivie par les pays à haut revenu doit être posée. En effet, ils pourraient – compte tenu des impasses dans lesquelles se trouve le modèle agroindustriel du fait de leurs externalités négatives – privilégier une stratégie du type SAT conférant une bien plus grande probabilité d'atteindre l'objectif « Une seule santé », éthiquement et politiquement souhaitable.

---

<sup>2</sup> Pour une présentation du modèle des SAT, voir Rastoin J.-L., 2020, Pour une alimentation responsable et durable, l'indispensable territorialisation des systèmes alimentaires, *Cahiers de l'Atelier*, 563, Ivry-sur-Seine : p. 65-71

[http://www.editionsatelier.com/index.php?page=shop.product\\_details&flypage=bookshop-flypage.tpl&product\\_id=795&category\\_id=50&option=com\\_virtuemart&Itemid=1](http://www.editionsatelier.com/index.php?page=shop.product_details&flypage=bookshop-flypage.tpl&product_id=795&category_id=50&option=com_virtuemart&Itemid=1)

Jean-François Paul de Gondi, Cardinal de Retz, nous indique dans ses Mémoires (1717) : « *Il n'y a rien dans le monde qui n'ait son moment décisif et le chef-d'œuvre de la bonne conduite et de connaître et de prendre ce moment* ». Ce moment décisif pourrait être celui du début de la décennie 2020. Espérons qu'il verra se confirmer la conviction de Victor Hugo : « *Il n'est rien de plus puissant qu'une idée dont le temps est venu* ».

L'Algérie, dont Jean-Louis Guigou, président de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (IPEMED) a déclaré qu'elle avait un important potentiel d'avenir, dispose, dans un domaine vital, d'une opportunité pour mettre le cap sur des systèmes alimentaires territorialisés et être ainsi un laboratoire pour les pays de la Mare Nostrum.

L'ouvrage de Djamel Belaid, constitue dans cette perspective un jalon éclairant qui mérite d'être consulté par un large public et mobilisé par les décideurs opérant dans le système alimentaire en Algérie et dans les pays méditerranéens.

Jean-Louis Rastoin  
Ingénieur agronome, docteur d'État ès sciences économiques,  
membre de l'Académie d'Agriculture de France